

ÉDITORIAL

En termes journalistiques, ce fut un "SCOOP".

On aura compris que nous voulons parler du dossier présenté par "Libération" le 7 octobre dernier sur l'illettrisme. À peine le journal était-il publié, qu'une ronde d'une nature particulière commençait : la grande presse, tous média confondus, s'est littéralement jetée sur la question.

Nous rappelons que le dossier comportait trois éléments principaux :

- le titre sur une moitié de page, indiquait "**2 millions de Français analphabètes**".
- Une page était consacrée à des éléments d'enquêtes sur le terrain.
- Une autre page publiait sur quatre colonnes l'article de Jean Foucambert "**l'inégalité au pied de la lettre**".

Que croyez-vous qu'il arriva ?

Des analyses fines de la thèse exposée par Jean Foucambert ? Des commentaires de l'enquête conduite par la journaliste ?

Pas du tout. Les média - et pas seulement les média - ont réagi à la manière du taureau devant le chiffon rouge. Toutes cornes dehors. Le chiffre de 2 millions (pourquoi deux millions ? on ne le sait pas davantage après lecture de l'article) associé à l'épithète d'analphabètes pour parler de Français, en 1983, a paru littéralement monstrueux, tant il semble impossible que l'analphabétisme soit une réalité ; 100 ans après les débuts de la scolarité obligatoire. Or se tenir à cette approche, c'est annuler l'article de Jean Foucambert, article qui tourne, nous le rappelons, autour de cette idée : l'alphabétisation est à la lecture ce que les diligences sont aux autoroutes, des moyens totalement inappropriés aux conditions actuelles : dans le premier cas, de la communication des idées et dans le second de la circulation des personnes et des marchandises.

Pourquoi ce déplacement du centre d'intérêt ? Pourquoi avoir choisi de porter l'attention sur les analphabètes eux-mêmes et non sur ce qui génère l'analphabétisation ?

Alors que Jean Foucambert conclut en affirmant : "*l'acharnement thérapeutique ça existe*" et en se demandant "*à qui cela profite-t-il ?*" l'opinion (les relais de l'opinion) a reçu le message comme une injonction à construire un cordon sanitaire autour des illettrés. Pour les guérir de quoi ? Schématiquement, ceux qui ont lu l'article ont réagi autour de trois affirmations :

- je suis d'accord avec l'analyse de Jean Foucambert.
- le moment, pour un débat de ce type, n'est pas bien choisi : l'éducation nationale a davantage besoin de restaurer sa crédibilité que d'être accusée d'impéritie.
- les remèdes proposés sont flous.

- l'analyse est juste :

Vraiment ? Est-on bien d'accord avec elle, au point d'en faire le socle de l'action ? Mesure-t-on bien que l'accord signifie l'abandon des démarches d'alphabétisation et la recherche des conditions d'une lecturisation ?

- le moment n'est pas bien choisi :

Y a-t-il un bon moment pour aborder les problèmes de société, au fond ? De quoi le corps social a-t-il le plus besoin ? Des moyens qui lui permettraient de se saisir des questions qui sont les siennes ou d'affirmations rassurantes destinées à éviter le changement ?

- Ce qu'il faut faire :

La demande en méthodes, techniques et autres solutions a, toujours, pour fonction de "surer l'angoisse" comme disent les psychologues.

On a l'impression qu'il urge de décider de la réponse avant d'avoir formulé la question.

L'AFL ne propose pas ses solutions. Elle propose simplement de prendre acte du fait que l'illettrisme n'est pas un raté de l'école (auquel cas, peut-être, on n'aurait d'autre recours que l'acharnement thérapeutique). Elle propose de faire en sorte que l'acquisition du statut de lecteur soit pensée à l'intérieur de pratiques sociales et communautaires.

Entrer dans la logique de la lecturisation n'est pas réductible à "une méthode" ; cela suppose un autre engagement. Les réponses sont à chercher par tous et pas seulement par quelques experts voués à une illusoire technicité.

Les "Actes de Lecture" ouvrent une tribune autour de ce dossier. Nous attendons vos contributions et celles que vous aurez suscitées autour de vous.

L'AFL